

**CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES  
FEMMES ET DES FAMILLES  
C.I.D.F.F. Phocéén**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

---

C.I.D.F.F.  
Association régie par la loi du 1er juillet 1901  
Immeuble Le Strasbourg II  
1 rue de Forbin  
13003 MARSEILLE

**CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS DES FEMMES ET DES FAMILLES**

**C.I.D.F.F. Phocéén**

Association régie par la loi du 1er juillet 1901  
Immeuble Le Strasbourg II -1 rue de Forbin  
13003 MARSEILLE

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'Association,

**OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles - "C.I.D.F.F. Phocéén" relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

**FONDEMENT DE L'OPINION**

✓ **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

✓ **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

## JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

### ✓ Règles et méthodes comptables

Le préambule de l'Annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux méthodes de présentation et d'évaluation des comptes,  
Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié le caractère approprié de la mise en œuvre des méthodes comptables précisées ci-avant et des informations fournies dans les notes de l'Annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels.

## RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

## **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Marseille le 26 juin 2024

**Florence DJINGUEUZIAN**  
Commissaire aux Comptes

## ANNEXE

---

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

ACTIF	Exercice N			Exercice N-1
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions	551 885	393 205	158 680	195 976
Installations techniques, matériel et outillage industriels, autres immobilisations	182 781	95 527	87 254	75 938
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</b>				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés	106 186		106 186	105 149
Prêts				
Autres				
<b>TOTAL (I)</b>	<b>840 852</b>	<b>488 732</b>	<b>352 120</b>	<b>377 062</b>
<b>COMPTES DE LIAISON (II)</b>				
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
<b>Créances</b>				
Créances clients usagers et comptes rattachés	122 504		122 504	186 346
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	186 867		186 867	191 106
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	450 631		450 631	435 651
Charges constatées d'avance	4 443		4 443	6 410
<b>TOTAL (III)</b>	<b>764 445</b>	<b>0</b>	<b>764 445</b>	<b>819 513</b>
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecart de conversion actif (VI)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)</b>	<b>1 605 297</b>	<b>488 732</b>	<b>1 116 566</b>	<b>1 196 576</b>

PASSIF		Exercice N	Exercice N-1
<b>FONDS PROPRES</b>			
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>			
Fonds propres statutaires		1 718	1 718
Fonds propres complémentaires			
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>			
Fonds statutaires			
Fonds propres complémentaires			
<b>Ecart de réévaluation</b>			
<b>Réserves</b>			
Réserves statutaires ou contractuelles		730 304	753 621
Réserves pour projet de l'entité			
Autres			
<b>Report à nouveau</b>			
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>		<b>-70 711</b>	<b>-23 317</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>		<b>661 311</b>	<b>732 022</b>
<b>Fonds propres consommables</b>			
Subventions d'investissement		37 640	32 668
Provisions réglementées			
<b>TOTAL (I)</b>		<b>698 951</b>	<b>764 690</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>			
Fonds reportés liés aux legs ou donations		97 467	113 908
Fonds dédiés			
<b>TOTAL (II)</b>		<b>97 467</b>	<b>113 908</b>
<b>PROVISIONS</b>			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges		7 142	16 378
<b>TOTAL (III)</b>		<b>7 142</b>	<b>16 378</b>
<b>DETTES</b>			
<b>Emprunts obligataires</b>			
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>		127 133	130 729
<b>Emprunts et dettes financières diverses</b>			
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		59 538	55 180
<b>Dettes des legs ou donations</b>			
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		109 334	98 673
<b>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</b>			
<b>Autres dettes</b>			18
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance		17 000	17 000
<b>TOTAL (IV)</b>		<b>313 005</b>	<b>301 600</b>
Ecart de conversion passif (V)			
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>		<b>1 116 566</b>	<b>1 196 576</b>

COMPTE DE RESULTAT	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	122 856	265 687
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	761 933	606 414
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	500	
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements,dépréciations, provisions et transferts de charges	47 881	28 584
Utilisations des fonds dédiés	113 908	73 753
Autres produits	22 975	20 971
TOTAL I	1 070 053	995 409
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	212 386	157 219
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	33 204	29 164
Salaires et traitements	576 381	518 638
Charges sociales	173 575	147 862
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	52 403	46 549
Dotations aux provisions		5 408
Reports en fonds dédiés	97 467	113 908
Autres charges	484	3 010
TOTAL II	1 145 899	1 021 758
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-75 845	-26 349
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	3 231	963
Reprises sur dépréciations, provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	3 231	963
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	2 842	807
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	2 842	807
2 - RESULTAT FINANCIER (III-IV)	390	156
3 - RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-75 456	-26 193
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	5 418	
Sur opérations en capital	5 028	3 435
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	5 408	
TOTAL V	15 854	3435
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	11 109	560
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions		
TOTAL VI	11 109	560
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	4 745	2 875
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I+III+V)	1 089 138	999 807

Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	1 159 850	1 023 125
<b>6 - EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-70 711</b>	<b>-23 317</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		



**CIDFF PHOCEEN**  
**CENTRE D'INFORMATION SUR LES DROITS**  
**DES FEMMES ET DES FAMILLES PHOCEEN**

***Association Loi 1901***

Adresse : 1, Rue de Forbin  
Immeuble le Strasbourg II  
13003 MARSEILLE

**ANNEXE DES COMPTES ANNUELS**

**AU 31 DECEMBRE 2023**

# SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
<b>◆ REGLES ET METHODES COMPTABLES</b>	
○ Faits caractéristiques de l'exercice	3
○ Principes et conventions générales	3
○ Permanence ou changement de méthodes	4
○ Principes et conventions générales	4
 <b>◆ COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN</b>	
○ Etat des immobilisations	5
○ Etat des amortissements	5
○ Etat des provisions	6
○ Etat des échéances des créances et des dettes	6
○ Produits à recevoir	6
○ Charges à payer	6
○ Charges et produits constatés d'avance	6
○ Fonds propres	7
○ Fonds dédiés	7
○ Financements octroyés sur l'exercice	7
○ Effectifs	7

Le bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2023 a un total de 1 116 566 euros ;

Le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont les produits sont de 1 089 139 euros dégage **un déficit de 70711 euros**

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Le CIDFF Phocéen est adhérent au réseau national des CIDFF, 98 associations fédérées par la Fédération Nationale des Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (FNCIDFF). Il est également adhérent à la Fédération Régionale des CIDFF PACA

Notre association est agréée par l'État tous les 5 ans pour exercer une mission d'intérêt général (dernier agrément en date obtenu 2022-2026). L'objectif principal est de favoriser l'autonomie sociale, professionnelle et personnelle des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes.

Les équipes qualifiées et pluridisciplinaires sont composées de juristes, de conseiller.ères à l'emploi, à la formation professionnelle, de psychologues et formatrices.

Les professionnel.le.s du CIDFF PHOCEEN informent et orientent tout public dans les domaines suivants :

- Accès au droit
- Accès à l'emploi, et à la formation professionnelle
- Lutte contre les violences sexistes
- Appui aux situations de veuvage
- Ressources et formations pour l'égalité
- 

Si l'égalité entre femmes et hommes est une spécificité de l'intervention de notre structure, notre action se situe dans une démarche globale d'égalité de traitement ; ainsi l'association est inscrite depuis de nombreuses années dans les politiques publiques de lutte contre les inégalités sociales et économiques.

Le CIDFF PHOCEEN, fidèle à la charte du réseau national, privilégie une prise en compte globale des situations des personnes.

Il a développé des méthodologies et outils spécifiques et est en capacité de proposer des ateliers diversifiés abordant les questions d'accès aux droits, d'accès à l'autonomie financière, dans la construction d'un projet articulant la vie personnelle, familiale, sociale et professionnelle.

✓ Faits caractéristiques de l'exercice  
Néant.

✓ Changement de méthode comptable

Néant

✓ Evènements postérieurs à la date de clôture

Néant

## **REGLES ET METHODES COMPTABLES**

### ✓ Principes et conventions générales

Les comptes annuels au 31/12/2023 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, modifié par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018.

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables dans le respect des principes de prudence et d'indépendance des exercices et en présumant la continuité d'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce, du décret comptable du 29/11/83 ainsi que du règlements ANC 2018-06

### ✓ Permanence des méthodes

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent

### ✓ Engagement en matière de pensions et retraites

L'Association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Les paramètres retenus pour le calcul de la provision sont les suivants :

Méthode de calcul : Méthode rétrospective des unités de crédits projetées (P.B.O.)

Turn over : Faible pour les cadres et moyen pour les non cadres

Mortalité : INSEE 2015

Taux d'actualisation : 3,17%

Taux de charges sociales : 50%

Taux évolution des salaires 0,5%

Convention collective : Néant

L'engagement au 31 décembre 2023, comptabilisé sous forme de provision au passif du bilan, représente 7142,41 euros.

### ✓ Information concernant le traitement des contributions volontaires en nature :

Compte tenu des principes et mode de fonctionnement du CIDFF PHOCEEN, aucunes contributions volontaires en nature ne sont à relever au cours de l'exercice écoulé. Il n'y a donc pas lieu de les valoriser et les comptabiliser à la date de clôture de l'exercice.

## COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN

### Etat des immobilisations

Immobilisations	Montant début exercice	Acquisition de l'exercice	Cessions de l'exercice	Montant fin de l'exercice
Constructions	551 885			551 885
Installations générales	123 677	19 701		143 378
Matériel de bureau et informatique	16 133	3 780		19 913
Mobilier	16 547	2 943		19 489
Immobilisations en cours				
Immobilisations financières	105 149	1 037		106 186
<b>TOTAL</b>	<b>813 391</b>	<b>27 461</b>	<b>0</b>	<b>840 851</b>

### Etat des amortissements

Amortissements	Montant début exercice	Dotations de l'exercice	diminution	Montant fin de l'exercice
Constructions	355 909	37 295		393 205
Installations générales	55 794	10 342		66 136
Matériel de bureau et informatique	8 079	4 579		12 658
Mobilier	16 547	186		16 733
Immobilisations financières				
<b>TOTAL</b>	<b>436 329</b>	<b>52 403</b>		<b>488 732</b>

Ventilation des dotations de l'exercice	Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires		
				Dotations	Reprises	
Constructions	37 295					
Installations générales	10 342					
Matériel de bureau et informatique	4 579					
Mobilier	186					
Immobilisations financières						
<b>TOTAL</b>	<b>52 403</b>					

Amortissements pratiqués (méthode linéaire) :

- Logiciels : durée d'amortissements 1 an soit 100%
- Bâtiments : durée d'amortissements 15 ans à 25 ans soit 6,67% à 4%
- Installations générales : durée d'amortissements 10 à 15 ans soit 10% à 6,67%
- Mobilier : durée d'amortissements entre 3 et 10 ans soit 33,33% à 10%.
- Matériel de bureau et informatique : durée d'amortissements 3 ans soit 33,33%

## Etat des provisions

Provisions pour risques et charges	Montant début exercice	Augmentation dotations	Diminution reprises	Montant fin de l'exercice
Provision pour risques	5 408		5 408	0
Provision pour engagement retraite	10 971		3 828	7 142
<b>TOTAL</b>	<b>16 378</b>	<b>0</b>	<b>9 236</b>	<b>7 142</b>

## Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant Brut	A 1 an et plus	A plus d'1 an
Usagers	122 504	122 504	
Subvention à recevoir	186 867	186 867	
Autres créances		0	
Charges constatées d'avance	4 443	4 443	
<b>TOTAL</b>	<b>313 814</b>	<b>313 814</b>	

Etat des dettes	Montant Brut	A 1 an et plus	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunt et dettes établissement de crédit	127 133	10 732	44 337	71 964
Fournisseurs et comptes rattachés	59 538	59 538		
Personnel et comptes rattachés	28 431	28 431		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	49 789	49 789		
Autres impôts et taxes	31 115	31 115		
Autre Dettes		0		
Produits constatés d'avance	17 000	17 000		
<b>TOTAL</b>	<b>313 005</b>	<b>196 605</b>	<b>44 337</b>	<b>71 964</b>

## Produits à recevoir

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Usagers	11 248
Subvention à recevoir	
<b>TOTAL</b>	<b>11 248</b>

## Charges à payer

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant
Fournisseurs et comptes rattachés	4 346
Dettes fiscales et sociales	41 474
<b>TOTAL</b>	<b>45 820</b>

### Charges et produits constatés d'avance

Charges et produits constatés d'avance inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Charges constatées d'avance	4 443
Produits constatés d'avance	17 000

## Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVRETURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	1 718				1 718
Réserves	753 621	23 317			730 304
Report à nouveau	-				-
Excédent ou déficit de l'exercice	- 23 317	23 317		- 70 711	- 70 711
<b>Situation nette</b>	<b>732 022</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>- 70 711</b>	<b>661 311</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissements	32 668		10 000	- 5 028	37 640
Provision réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>764 690</b>	<b>-</b>	<b>10 000</b>	<b>- 75 739</b>	<b>698 951</b>

## Fonds dédiés

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises	Montant Fin d'exercice
Fonds dédiés sur subventions	113 908	97 467	113 908	97 467
TOTAL	113 908	97 467	113 908	97 467

[illegible]

## Financements octroyés sur l'exercice

Financement octroyé sur l'exercice	Concours publics	Subvention d'exploitation	Subvention d'investissement	Contribution financière	TOTAL
PREFECTURE PACA		175 626,00 €			175 626 €
DREETS		10 000,00 €			10 000 €
FIPD		10 200,00 €			10 200 €
POLITIQUE VILLE ETAT		32 500,00 €			32 500 €
DDETS		130 000,00 €			130 000 €
DRAC					0 €
JUSTICE		10 000,00 €			10 000 €
POLITIQUE VILLE METROPOLE		14 000,00 €			14 000 €
SU CONSEIL REGIONAL		53 000,00 €			53 000 €
SU CONSEIL GENERAL		171 800,00 €			171 800 €
VILLE MAREILLE		33 662,00 €	10 000,00 €		43 662 €
CAF		10 420,00 €			10 420 €
ARS		28 000,00 €			28 000 €
FSE EUROPE		69 441,49 €			69 441 €
HABITAT 13					0 €
HABITAT MARSEILLE PROVENCE					0 €
ASP		13 284 €			13 284 €
OCIRP				21 900,00 €	21 900 €
UNICIL					0 €
					0 €
<b>Total</b>	<b>0,00 €</b>	<b>761 933,05 €</b>	<b>10 000,00 €</b>	<b>21 900,00 €</b>	<b>793 833 €</b>

## Effectifs

Catégorie	NOMBRE	ETP
Cadres	1	1
Non cadres	23	18
<b>TOTAL</b>	<b>24</b>	<b>19</b>